

l'aide fournie jusqu'à maintenant à cette région. Cette aide a pris les formes suivantes : soutien direct en faveur de la stabilisation de la balance des paiements, crédits commerciaux et garanties, aide technique, allègement de la dette, et établissement d'une institution régionale de crédit, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Dans les pays en développement, on note une tendance encourageante à l'adoption, dans plusieurs pays, de politiques économiques réalistes et axées sur le marché. Les leaders étudieront probablement cette tendance et les incidences de la globalisation (en particulier les effets d'un éventuel succès des négociations de l'Uruguay Round) sur le développement, ainsi que l'évolution de la stratégie relative à la dette internationale. Ils exploreront sans doute aussi les moyens d'en arriver à des conditions plus réalistes pour les pays les plus pauvres.

La crise du Golfe a de nouveau mis en relief la dépendance du monde à l'égard du pétrole. Cette situation soulève plusieurs

questions, notamment l'éventualité d'un renforcement de l'arsenal des interventions d'urgence, l'accroissement de la transparence des marchés de l'énergie (peut-être par l'engagement d'un dialogue international) et l'adoption de normes plus strictes en matière d'environnement et de prévention. Les leaders voudront peut-être examiner tous ces problèmes et les questions qui s'y rapportent.

La question des stupéfiants a été discutée et au Sommet de Paris et à celui de Houston; les leaders ont préconisé l'adoption de mesures internationales efficaces pour mettre fin au commerce mondial des drogues illicites et pour enrayer le blanchiment de l'argent. À Londres, cette question demeurera prioritaire. Les leaders examineront les progrès réalisés par suite des programmes conjoints internationaux établis au cours des deux dernières années et ils examineront d'autres mesures conjointes, notamment l'instauration d'une meilleure coopération Est-Ouest sur le problème des stupéfiants.